



47:346

Distr.
LIMITÉE

DESIPA/STAT/ECA/95/WSSDE/doc. 3/13
11 septembre 1995

Original: Français

Nations Unies

Atelier sur les statistiques de l'activité intérieure de services
17-21 juin 1996, Addis Abeba, Ethiopie

Méthodologie de comptabilité des services au Sénégal *

* ***Ce document a été rédigé par M. Ama Ndaw Kambe de la Direction de la prévision et de la statistique du Sénégal. Les opinions exprimées dans ce document sont celles de l'auteur et n'engagent pas les Nations Unies.***

PLAN

METHODOLOGIE DE COMPTABILITE DES SERVICES AU SENEGAL

I / INTRODUCTION

II / DEFINITIONS

III / METHODOLOGIE DE COLLECTE ET DE TRAITEMENT DES INFORMATIONS DU SECTEUR TERTIAIRE DANS LES COMPTES.

III.1 Le secteur moderne

III.2 Le secteur informel

IV / LES LIMITES DES SOURCES D'INFORMATIONS ET DES METHODES D'ESTIMATION DU SECTEUR INFORMEL.

V / CONCLUSIONS ET PERSPECTIVES

VI / ANNEXES :

VI.1 TABLEAUX STATISTIQUES

VI.2 DOCUMENTS

I / INTRODUCTION

Dans le système des comptes nationaux, l'information détaillée sur le secteur informel n'est disponible que dans la version définitive des comptes, au moment où l'ensemble des sources permet de faire des recoupements pertinents.

Le tableau suivant tiré des comptes nationaux définitifs (base 1987) donne le poids de l'informel pour chaque macro-secteur et pour l'ensemble de l'économie.

Le poids de l'informel dans le PIB est fortement lié aux résultats enregistrés dans le secteur primaire dont l'évolution est très erratique, en liaison avec l'évolution des revenus des ruraux.

Tableau 1 : PART DE L'INFORMEL DANS LE PIB (en pourcentage)

	1987	1988	1989	1990	1991	1992
<u>SECTEUR PRIMAIRE</u>	95,8 %	96,6 %	96,0 %	95,9 %	93,8 %	97,0 %
<u>SECTEUR SECONDAIRE</u>	34,4 %	33,9 %	36,0 %	41,4 %	32,9 %	31,2 %
<u>SECTEUR TERTIAIRE</u>	52,5 %	52,9 %	51,7 %	49,9 %	53,0 %	53,0 %
<u>MENAGES (non marchand)</u>	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %
<u>ADMINISTRATIONS</u>	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
<u>TOTAL PIB</u>	53,9 %	54,7 %	52,8 %	53,3 %	52,8 %	52,9 %

Source : Direction de la Prévision et de la Statistique / DSE - Comptes nationaux.

II / DEFINITIONS :

Secteur Informel

La définition la plus généralement admise du secteur informel établit une distinction avec les activités souterraines illégales: le concept d'économie souterraine concerne des activités illégales ou répréhensibles par nature (production et trafic de drogue par exemple). Les entreprises informelles ont une activité légale, mais l'administration présente des limites pour suivre ces unités ou leur faire appliquer ses règlements, notamment l'immatriculation dans les divers fichiers administratifs (répertoires d'entreprises, Registre du Commerce et du Crédit mobilier, fichiers des impôts, organismes de retraite et de sécurité social, chambres de commerce, chambres de métiers...)

Cette définition très générale n'est pas suffisamment précise pour être opérationnelle pour les comptes nationaux qui ont besoin d'évaluer les agrégats macro-économiques. Les divers fichiers cités ne couvrent pas le même champ, et n'aboutissent donc pas à la même population d'entreprises informelles, et par suite de production.

Une autre approche du secteur utilise des critères d'inclusion ou d'exclusion pour déterminer l'appartenance au secteur informel.

Au total, il existe plusieurs types de définitions du secteur informel: définitions multicritères, définitions fonctionnelles et définitions statistiques.

Les deux premières catégories sont des définitions descriptives ou analytiques, définitions ex-post qui sont très intéressantes pour une meilleure compréhension de son mode de fonctionnement.

Les définitions multicritères s'inspirent généralement de la théorie classique de la concurrence (atomicité et fluidité du marché des produits et des facteurs de production). La plus connue de ces définitions est celle proposée par le rapport du BIT sur le Kenya qui comprend sept critères :

- 1 - facilité d'entrée;
- 2 - marchés de concurrence non réglementés (non application des règles légales et administratives, absence d'horaires ou de jours fixes de travail...);
- 3 - utilisation de ressources locales;
- 4 - propriété familiale des entreprises (emploi d'aides familiaux);
- 5 - petite échelle des activités (emploi de dix personnes au plus);
- 6 - technologies adaptées à forte intensité de travail;
- 7 - formations acquises en dehors du système scolaire (formation scolaire des travailleurs inférieure à six ans).

Au Sénégal, le développement du secteur informel est surtout lié à la nécessité de créer des emplois ou de survivre dans un contexte d'urbanisation et d'industrialisation plus ou moins accélérées.

L'enquête « Population - Main d'oeuvre - Migration » réalisée par la Direction de la Prévision et de la Statistique en 1979/80 s'est intéressée aux entreprises de moins de 10 salariés.

L'enquête effectuée dans la région de Dakar pour l'USAID par CHAROUN en fin 1988 se basait sur :

- l'absence de comptabilité;
- la petite taille ou l'absence de locaux;
- l'emploi non salarié;
- l'utilisation d'apprentis ou d'aides familiaux peu ou pas rémunérés;
- la faible utilisation de l'énergie.

Le recensement des entreprises artisanales du Sénégal entrepris par la Direction de l'artisanat avec la collaboration de la Direction de la Prévision et de la Statistique demandait cumulativement:

- l'exercice d'une activité figurant dans la liste des activités artisanales définie par décret (qui exclut le commerce et les transports);
- l'emploi de moins de cinq (5) salariés permanents, non compris les aides familiaux ou les apprentis; cette deuxième règle ne s'appliquant toutefois pas aux Groupements d'Intérêt Economiques (GIE), coopératives et groupements.

Deux conséquences principales peuvent être tirées de cette discussions sur la définition du secteur informel:

Avant chaque tentative de chiffrage de l'importance du secteur informel, il convient de rappeler la définition retenue par la source que l'on utilise.

- Les comparaisons entre sources différentes doivent tenir compte des différences dans les définitions. On doit dans chaque cas préciser si une estimation est plutôt une borne supérieure ou inférieure la grandeur que l'on cherche à mesurer.

Pour le comptable national, ces définitions ne sont pas réellement opérationnelles lorsqu'il s'agit d'évaluer la production ou les autres agrégats macro-économiques. C'est pourquoi l'on a privilégié au service de comptabilité nationale une définition statistique et comptable.

Ainsi, nous entendons par secteur informel, les petites unités de production et de distribution de biens et de services qui ne figurent pas dans la base de sondage du secteur structuré dit moderne.

La première conséquence de cette approche dans nos travaux de comptabilité nationale est l'identification d'une troisième catégorie d'entreprises (de petite dimension en général) qui ne fournissent pas leur documents de fin d'exercice au CUCI⁽¹⁾. De telles unités, en principe assujetties au Plan comptable Sénégalais ne sont pas systématiquement couvertes par les enquêtes annuelles du CUCI et sont imposées au forfait. Elles font l'objet d'estimations spécifiques et sont regroupés dans une catégorie que nous identifions par les entreprises modernes « hors CUCI ». Ces estimations relèvent de la pratique statistique courante en matière d'absence de réponses aux enquêtes.

Les unités du secteur informel quant à elles appartiennent généralement à des travailleurs indépendants qui emploient parfois une main d'oeuvre familiale, voire quelques salariés ou apprentis.

III / METHODOLOGIE DE COLLECTE ET DE TRAITEMENT DES INFORMATIONS DU SECTEUR TERTIAIRE DANS LES COMPTES.

III.1 Les nomenclatures des Services

La nomenclature des comptes nationaux reste à parfaire et d'une année à une autre, on tente de se rapprocher de celle de la CITI en tenant compte des nomenclatures internes.

(1) : Centre Unique de Collecte de l'Information

Nomenclatures CUCINomenclatures CITI

<u>BR.</u>	<u>SOUS-BR.</u>	<u>INTITULE</u>	<u>Correspondant</u>
21		Commerce	Tout le 61 & 62
22		Hôtels, Cafés, Restaurants	63
24		Transports et Télécommunications	7
24	1	Télécommunications	7200
24	2	Transport Ferroviaire (R.C.F.S)	7111
24	5	Port Autonome de Dakar et Auxiliaires des Transports	7190 à 7192
24	6	Transports Maritimes	Partie du 7114
24	7	Transports Terrestres	7112 - 7114 - 7111
24	8	Transports Aériens	7130
25		Banques et Assurances	8101 - 8200
25	1	Banques et Etablissements Financiers	8101 - 8102
25	2	Assurances	8200
26		Services	95
26	1	Services Immobiliers	8310
26	3	Services Marchands	8300
26	4	Services Domestiques	8406

III.2 Méthodologie.- COMMERCE :

Pour le commerce, la démarche est globale: elle comprend trois parties principales :

1°) Les marges de gros déclarées par les entreprises répondant au CUCI sont relevés, pour la période sous revue, sur une fiche spécifique. Tout comme dans le cas des travaux pour le compte propre, il faut dans ce relevé veiller strictement à la cohérence des traitements dans la branche d'origine et dans la branche de destination : un oubli des deux côtés n'a pas de conséquence sur le PIB global, tandis qu'une incohérence équivaut à un double compte ou à une omission.

Les marges globales de l'année n sont alors obtenues par application aux montants de l'année n-1 des taux d'évolution calculés à partir de ce relevé.

2°) Les marges de détail réalisées sur la production nationale sont calculées à partir de la valeur de la production de chaque branche pour l'année n. Un taux de marge moyen de la branche fixe depuis l'année de base (1987), a été déterminé à cet effet, sur la base de dires d'experts. Dans la nouvelle Base (1990) en cours, des enquêtes auprès d'entreprises du secteur moderne et informel a permis de déterminer des taux par produits.

3°) Les marges réalisées sur les produits importés sont à leur tour subdivisées en marges de gros et marges de détail. Les premières évoluent de la même façon que la valeur globale des importations, déduction faite des importations de matières premières minérales et de demi-produits, pour lesquels on a considéré que la quasi-totalité des importations était faite directement par les utilisateurs et ne donnait pas lieu à perception d'une marge. Ici, il faudrait pouvoir améliorer la méthode, en tenant compte du fait que les biens d'équipement son eux aussi, dans de nombreux cas, importés directement. Mais la nomenclature de la balance commerciale ne permet pas réellement d'isoler le poste « Biens d'équipement » : la seule rubrique qui puisse être clairement affectée aux investissements des entreprises est la rubrique « Machines et matériels », or que sa prise en compte ne modifie pas fondamentalement le résultat obtenu.

Déflateur : calculé à partir des marges sur la production intérieure: chaque marge évolue de la même façon que le produit correspondant, le calcul étant fait directement dans un fichier (VA91F3.wk1). L'indice obtenu est appliqué à l'ensemble de la branche.

- HOTELS, CAFES, RESTAURANTS.

Cette branche a été estimée à partir de la demande :

- Pour les hôtels, le prix moyen de la chambre a été multiplié par le nombre de nuitées donné par l'enquête du Ministère du Tourisme;
- Pour les cafés et les restaurants, on a distingué la clientèle résidente de la clientèle des touristes. Une dépense moyenne annuelle a ensuite été évaluée pour chaque type de clientèle, et multipliée par les effectifs de chaque catégorie.

Déflateur : compte tenu du type et de la variété des consommations intermédiaires de la branche, on a utilisé l'indice général des prix à la consommation de type européen.

- TRANSPORTS ET TELECOMMUNICATIONS.

- Télécommunications : Cette branche ne comprend que des entreprises du secteur moderne, dont les principales sont la SONATEL et l'OPCE. Cette activité fortement capitalistique étant bien retracée par le CUCI, aucune estimation complémentaire n'a été faite, les résultats de la saisie ont été enregistrée directement et sans modification dans les comptes.

Déflateur : Evolution du prix de la communication téléphonique dans l'indice de type africain.

- Transport maritime : Après saisie des documents CUCI disponibles, les entreprises manquantes ont été estimées par une méthode qui est décrite ailleurs.

Déflateur : l'évolution du tonnage de marchandises embarquées ou débarquées au Port Autonome de Dakar a fourni un indice de volume.

- S.N.C.F.S : Les données fournies au CUCI par cette société ont été reprises sans aucune modification dans les comptes.

Déflateur : Evolution du prix du billet suivi par l'indice de prix de type africain.

- Transport terrestre : Le CUCI reçoit peu de réponses des entreprises de cette branche, car la plupart d'entre elles relèvent plutôt du secteur informel. Le compte de la branche a donc été confectionné par évaluation directe, à partir des informations disponibles sur le nombre de véhicules de chaque catégorie circulant au Sénégal.

Déflateur : le prix du trajet Dakar-Diourbel, que suit l'indice des prix de détail de type africain.

- Air Afrique : Cette société ne répond pas au CUCI, car elle a un statut d'entreprise multinationale. Ses opérations au Sénégal ont donc été enregistrées au niveau du compte du Reste du Monde. Toutefois les ateliers qui sont résidentes sont saisis dans la branche « Mécaniques ».

- **Transports Aériens** : Il s'agit principalement de la société nationale Air Sénégal. Les documents disponibles au CUCI ont été, repris sans modification dans les comptes; mais pas exhaustifs.

- **Port Autonome et Auxiliaires de transports** : Le port autonome de Dakar fournit régulièrement au CUCI ses documents de fin d'exercice. Les auxiliaires de transport, par contre, ne répondent pas tous de façon régulière. Leur activité a donc dû être estimée.

Déflateur : L'indice de prix est implicite, il résulte de l'utilisation de l'évolution des tonnages embarqués ou débarqués au Port Autonome de Dakar comme indice de volume.

- BANQUES ET ASSURANCES

Elles font l'objet d'une enquête spécifique pour recueillir les éléments de production et de consommation de ces entreprises.

- Banques et Etablissements Financiers :

La production de la sous-branche se calcule comme suit :

Production Imputée = Intérêts reçus - Intérêts versés

Production Bancaire = Production Imputée + Production accessoires (sauf commissions).

La production Imputée des Services Bancaires (P.I.S.B) doit avoir des contreparties sous forme de consommations intermédiaires ou de consommation finale des ménages. Par convention, cette PISB est considérée comme C.I, ce qui justifie le double nom de PISB ou CI non ventilée. On affectera donc la PISB à la consommation intermédiaire d'une branche fictive dont l'excédent d'exploitation est négatif et de même montant que la PISB.

- Assurances :

Le calcul de la production des assurances tient compte de l'activité - VIE et de l'activité - IARD (incendie, accidents, risques divers); parce que leurs comptabilités sont séparées.

- SERVICES

- Services immobiliers :

L'activité des sociétés immobilières qui fournissent des données au CUCI, repris directement dans la Banque de données Economiques et Financières, et actualisée sur la base des taux d'évolution des coûts rapides;

Déflateur : Le prix de deux pièces SICAP suivi par l'indice de type africain.

- **Services marchands** : La partie moderne reprise dans la Banque de données Economiques et Financières, correspondant aux « Services aux entreprises » et aux « Services aux ménages ».

III.2 Secteur Informel :

Dans le monde rural, la saisonnalité des travaux justifie l'entreprise d'activités secondaires ou l'exode rural. En effet, rejetés des campagnes par le fort sous-emploi et la sécheresse qui y règnent, la masse de migrants ruraux vient s'entasser dans les villes qui exercent sur eux un fort attrait en dépit des faibles et déclinantes capacités d'absorption du secteur moderne.

La pluriactivité des salariés est aussi un phénomène qui tend à se développer fortement sous l'effet de la crise, de l'ajustement structurel et de la baisse du pouvoir d'achat.

C'est ainsi qu'on a assisté ces dernières années à un développement spectaculaire du secteur informel au Sénégal et notamment à Dakar.

L'estimation de la production du secteur informel est une préoccupation constante du comptable national africain au regard de son importance. Aussi les services de la comptabilité nationale se doivent-ils de pousser les investigations dans le secteur informel pour assurer les estimations les plus fiables possibles.

Au Sénégal, la Direction de la Prévision et de la Statistique réalise de manière périodique des enquêtes et des monographies pour constituer des données de base. Celles-ci sont ensuite mises à jour chaque année par recoupement avec de sources et d'hypothèses, puis intégrées dans les comptes nationaux.

a/- Données de base:

La dernière enquête de base a été effectuée en 1992 dans le cadre de l'élaboration du Tableau Entrées-Sorties de l'économie Sénégalaise. La principale difficulté a été la constitution d'une base de sondage exhaustive compte tenu de la nature du secteur.

Pour constituer une base de sondage, un recoupement a été fait entre le Recensement Général de la population et de l'Habitat et le Recensement des Entreprises artisanales (1991). Ce dernier constitue l'opération la plus exhaustive jusqu'à réalisée au Sénégal dans ce domaine.

Cette opération a permis d'identifier sur l'ensemble du territoire 77.927 entreprises artisanales (commerce et transport non compris) qui emploient au total 158.270 personnes, avec une nette prédominance de Dakar qui abrite 20.705 unités artisanales avec un emploi estimé à 45.636 personnes. 60% des entreprises recensées emploient une personne et la moyenne par unité artisanale se situe à deux personnes.

On observe une prédominance de l'artisanat de production qui regroupe près de 68 % de l'ensemble des unités recensées. Suivent dans l'ordre l'artisanat de service (19 %) et l'artisanat d'art (13 %).

Cependant, cette enquête présente des limites pour les besoins de la comptabilité nationale dans la mesure où, d'une part quelques zones non entièrement couvertes ont été signalées dans certaines régions dont Dakar, et certains secteurs notamment le commerce et les transports ne font pas partie du champ d'enquête.

Le Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH) donne quant lui la répartition de la population active par profession et par statut dans la profession (employeur, indépendant, salarié, aide familial, apprenti). L'évaluation du nombre d'entreprises à partir de cette source est basée sur le nombre d'employeurs et de travailleurs indépendants, soit les non salariés.

La répartition de la population active selon la profession et le statut laisse apparaître le chiffre total d'actifs de 2.108.041 composé de 19.488 employeurs, 326.894 salariés, 1.146.173 indépendants et 615.496 autres.

Cette approximation donne le chiffre de 1.166 milliers d'employeurs et de travailleurs indépendants. Parmi eux, il y avait 809,7 milliers d'exploitants agricoles; les autres sont des employeurs (19,5 milliers) et de artisans dont une partie n'exerce pas son activité à temps plein ou bien de façon très peu organisé (vendeurs de rue, petits réparateurs etc...)

Les chiffres du RGPH ont été rapprochés avec ceux qui proviennent des autres sources :

Le recensement des artisans a dénombré 77.927 entreprises artisanales dans les secteurs couverts, or il y a d'après le RGPH environ 300.000 employeurs et travailleurs indépendants, hormis les exploitants agricoles.

En recoupant par corps de métier les deux sources et en utilisant d'autres informations comme les données de la Direction des Transports Terrestres, l'on a finalement décompté 61.862 et 121.072 entreprises respectivement à Dakar et dans les autres régions du Sénégal, soit au total 182.935 unités réparties par activité. C'est cet effectif qui a constitué la population qui a servi de base dans l'extrapolation des comptes nationaux.

Une enquête portant sur la production et la consommation des entreprises du secteur informel a été menée auprès d'un échantillon représentatif d'unités localisées dans la région de Dakar. Les résultats par corps de métier ont été extrapolés pour l'ensemble de la région de Dakar à partir de méthodes directes. Il s'agit pour une variable Y de prendre la moyenne dans l'échantillon comme estimateur de la moyenne pour un corps de métier donné. Par exemple, la production totale pour un corps de métier h est donnée par :

$$Y_h = \frac{N_h}{n_h} \sum y_{hi} \quad \text{avec :}$$

N_h = Effectif total dans le corps de métier h,
 n_h = Taille de l'échantillon dans le corps de métier h,
 y_{hi} = Les différents produits de la strate h.

Une exploitation complémentaire des résultats du recensement des artisans a permis d'estimer le poids économique des entreprises artisanales de Dakar et des autres régions. Cette proportion entre Dakar et les autres régions a été conservée et appliquée aux résultats de l'enquête à Dakar pour évaluer les agrégats nationaux.

Pour chaque secteur un ratio r_h = « production total hors Dakar / production total Dakar » a été calculé de même qu'un coefficient d'extrapolation donné par

$$c_h = (1 + r_h) * N_{gh} / n_{gh}$$

Ce coefficient est alors directement appliqué aux résultats de l'enquête sur Dakar pour estimer la donnée nationale.

Cependant, font exception à ces méthodes d'estimation directes certains secteurs faiblement représentés dans les différentes bases.

C'est ainsi que des méthodes d'estimation indirectes ont été utilisées pour approcher la production des boulangeries, des bâtiments travaux publics (BTP) et du commerce.

Les méthodes d'estimation indirectes s'appuient sur l'équilibre en ressources et emplois des produits:

$$P_{mod} + P_{inf} + M = CI_{mod} + CI_{inf} + CF_{mén} + CF_{adm} + FBCF_{ext} + FBCF_{mén} + \Delta stocks + X$$

Dans les comptes nationaux du Sénégal, deux méthodes indirectes sont utilisées principalement pour évaluer l'activité informelle: l'une repose sur une estimation de la demande adressée à la branche, l'autre se base sur les quantités d'intrants disponibles pour la production (production locale corrigée du solde des opérations d'import-export) et des coefficients techniques de fabrication.

Pour les BTP, l'informel intervient surtout dans la construction de bâtiment. L'on considère deux groupes distincts: la région de Dakar et les autres régions; dans les autres régions la différence est faite entre la zone urbaine et la zone rurale. Pour chaque ensemble le RGPH donne les caractéristiques de l'habitat les plus courants et les matériaux utilisés.

Sur la base des monographies réalisées on dégage les quantités de matériaux nécessaires (notamment ciment, béton) pour chaque type d'ouvrage.

Ont essentiellement été interrogés les spécialistes de la Direction des Travaux Publics, de la Direction de l'Aménagement Urbain, de la Direction des Services Techniques Communaux, de la Direction de l'Hydraulique Urbain et de l'Assainissement d'une part, et de conducteurs des travaux de grandes Entreprises qui interviennent intensément dans le secteur des BTP (CDE, CSE, EGCA, SONEES, SENELEC...)

Ces discussions complétées par la consultation de documents (CUCI) permettent d'évaluer les quantités de matériaux utilisés à des travaux autres que la construction de bâtiments (route, piste, barrage, tôles en Fibrociment...); de déterminer le nombre de logements ou d'équivalents logements par type de construction pour évaluer la production globale dans le secteur à partir des ressources disponibles en différents matériaux. Ce n'est que dans une seconde étape l'on peut déduire par solde la production dans l'informel.

Les coefficients techniques obtenus permettent par la suite de faire une estimation de la production de l'activité « extraction de sable et de carrière ».

La démarche est similaire en ce qui concerne la boulangerie pour laquelle une estimation globale est faite sur la base des importations et de la production de farine disponible et des coefficients techniques pour fabriquer du pain. On détermine ensuite la part de l'informel par solde.

On ajoute à cette estimation la production de tige-dégoué (pâte d'arachide grillée) et de maïs grillé. Le tige-dégoué est obtenu sur la base d'hypothèses sur l'utilisation de l'arachide qui ne passe pas par les circuits officiels (trituration artisanale, commercialisation directe, semence). Pour le maïs grillé, les équilibres ressources emplois fournissent les éléments sur la consommation humaine en vert.

b / Activités

- Commerce :

Par définition la production du commerce est estimée par la marge brute (différence entre le prix de vente et le prix d'achat). Les enquêtes auprès des secteurs moderne et informel ont permis d'obtenir pour les produits commercialisés des taux de marge, évitant ainsi d'appliquer des taux de marge officiels. Ces taux de marge observés ont été appliqués aux diverses catégories de biens importés et de produits locaux faisant l'objet d'une commercialisation autre que la simple vente directe du producteur au consommateur.

- Transports et auxiliaires :

La production de transport est calée en volume sur le nombre de vignettes vendues par année pour le transport de personnes. La valorisation est effectuée sur la base des indices de prix relevés par la DPS.

Pour ce qui concerne les marchandises, la Production évolue comme les produits qui sont transportés (arachide, ciment, phosphates, riz, etc.)

Les calèches existent essentiellement en banlieue, plus précisément Rufisque où leur nombre est d'environ 500 en 1989; et dans certaines villes de l'intérieur. Le nombre total de calèches est estimé à 2215 en 1990.

Les charrettes et « pousse-pousse » sont estimés à 4245 en 1990.

Concernant ces trois types de Transport et compte tenu de la spécificité de chaque sous-branche, des hypothèses de développement du parc sont posées et la structure du compte d'exploitation est appliquée.

Par exemple :

- * Un véhicule travaille 25 jours par mois;
- * le versement est de 10.000 frs CFA par jour;
- * le carburant coûte environ 4.000 frs CFA par jour;
- * les taxes reviennent à 3.000 frs CFA par mois;
- * la vignette revient en moyenne à 12.000 frs CFA par an;
- * la patente se monte à 18.000 frs CFA par an;
- * les salaires sont de 50.000 frs CFA par mois;
- * les dépenses diverses se montent à 2.000 frs CFA par jour.

La Production est composée par les postes :

- versement
- carburant
- dépenses diverses.

Le carburant est le principal poste de la Consommation Intermédiaire.

Les impôts indirects comprennent :

- la vignette
- la patente
- les taxes.

On a donc tous les éléments nécessaires à la construction d'un compte de production et d'exploitation.

- Services :

- Services immobiliers :

Les loyers « fictifs », correspondants en théorie au prix que paieraient les propriétaires de logements s'ils les louaient, ont fait l'objet d'une estimation directe dans la note de base, estimation basée sur le nombre de ménages résidant en zone urbaine ou en zone rurale, et le prix moyen d'un loyer dans chaque zone.

- Services marchands :

Les autres services intègrent les services aux entreprises et les services aux ménages. Les services aux ménages sont calés à la croissance de la population avec un arbitrage relativement à l'évolution de son pouvoir d'achat.

N.B. : Les branches du secteur primaire sont aussi évaluées globalement. L'activité informelle de ces branches est déterminée en déduisant la production des unités de type moderne.

**- IV / LES LIMITES DES SOURCES D'INFORMATION ET DES METHODES D'ESTIMATION
DU SECTEUR DE L'INFORMEL.**

La première limite demeure au niveau de la définition du secteur de l'informel. En effet, une simple définition peut exclure une partie de la population de base du secteur non-structuré; donc on doit être amené à harmoniser et à mieux cerner la définition du secteur dit informel.

Ainsi de part une seule définition restrictive, le champ couvert en pâtit. En réalité la couverture du champ n'est jamais totale. Dans le cas du Sénégal, jusqu'à présent on a pas d'informations exhaustives sur les secteurs non-structurés du commerce, des transports, des BTP et des services.

Le manque d'organisation, la mobilité des unités statistiques (d'un secteur à un autre; ou d'une branche à une autre), et le manque de documents, ou de comptabilité limitent l'obtention d'informations au sein du secteur.

En plus de la réticence des responsables de fournir les informations; évitant les contacts avec l'administration.

Et les pays africains n'ont pas les fonds nécessaires pour supporter les coûts élevés d'un recensement des activités du secteur dit informel.

Les sous-branches des transports, des garages de la menuiserie métallique etc... posent des problèmes de classement des entreprises : dans le premier cas la nomenclature CITI 2, qui est normalement utilisé dans les comptes, prévoit que les auxiliaires de transport doivent être rattachés au mode de transport qu'ils utilisent. Or, l'existence de la sous branche « Port Autonome de Dakar et auxiliaires des transports », prouve que sur ce point elle n'a pas été respectée. Ce choix se révèle en fait une anticipation du classement retenu par la CITI 3, qui regroupe tous les services auxiliaires dans une même sous-branche.

V / CONCLUSIONS ET PERSPECTIVES DU SECTEUR INFORMEL.

- * Elargir le champ aux activités mal-connues (commerce; transports; BTP; etc...); en prévoyant des enquêtes légères, périodiques par secteur d'activité.
- * Adopter un type de classement général basé sur la CITE.
- * Adopter une définition harmonisée et adaptée aux réalités des économies africaines.
- * Au Sénégal avec la création des Centres de Gestion Agréés (CGA), qui vont encadrer, tenir la comptabilité et le suivi de gestion des petites entreprises (hors CUCI), sans moyens humains, permettra de mieux connaître cette catégorie d'unités.
- * L'état envisage aussi d'aménager des zones d'implantation pour ces unités ce qui favorisera leur sédentarisation.
Celle opération sera complétée par la mise en place d'un plan comptable simplifié basé sur la tenue d'une comptabilité de trésorerie en cours d'année et de la reconstitution des engagements qu'en fin d'année, avec l'aide de ces CGA.
- * A la Direction de la Prévision et de la Statistique, il est prévu un programme d'enquêtes légères périodiques dans le secteur informel.
- * Une stratégie qui vise à mieux intégrer le secteur informel suppose une meilleure connaissance et une meilleure compréhension du secteur et de son fonctionnement. Il convient donc de concevoir des méthodes simples et peu coûteuses pour recueillir des données sur ce secteur. Un plan comptable adéquat devrait permettre aux différents partenaires d'assurer à moindre frais ce suivi. Au préalable, l'alphabétisation fonctionnelle des populations cibles devient indispensables.

VI / ANNEXES :

VI.1 TABLEAUX STATISTIQUES.

TABLEAU. I : Origines et Emplois du PIB à prix constant (1987) - Milliards de frs CFA.

	1987	1988	1989	1990	1991 d	1992 sd	1993 e	1994 e
PRIMAIRE	299,5	328,2	290,9	317,9	305,6	313,0	296,0	332,6
SECONDAIRE	246,9	266,9	262,3	277,0	263,3	296,8	290,3	283,7
TERTIAIRE	667,6	688,0	703,5	721,0	737,8	759,0	763,3	724,3
Serv. non-marchands	168,3	169,3	175,5	180,8	180,0	180,8	186,1	186,1
MENAGES	23,2	23,9	24,7	25,3	26,0	26,6	27,2	26,8
ADMINISTRATIONS	145,1	145,4	150,8	155,4	154,0	154,2	158,8	159,4
P I B	1382,3	1452,4	1432,2	1496,7	1506,8	1549,7	1535,9	1526,7

TABLEAU. II : Origines et Emplois du PIB à prix constant (1987) - % de variation annuelle.

	1987	1988	1989	1990	1991 d	1992 sd	1993 e	1994 e
PRIMAIRE	2,7	9,6	-11,4	9,3	-3,9	2,4	-5,4	12,4
SECONDAIRE	7,8	8,1	-1,8	5,6	2,3	4,8	-2,2	-2,3
TERTIAIRE	3,3	3,0	2,3	2,5	2,3	2,9	0,6	5,1
Serv. non-marchands	3,6	0,6	3,7	3,0	-0,4	0,4	2,9	0,0
MENAGES	2,9	3,0	3,5	2,6	2,6	2,3	2,4	-1,5
ADMINISTRATIONS	3,7	0,2	3,7	3,1	-0,9	0,1	3,0	0,4
P I B	4,0	5,1	-1,4	4,5	0,7	2,8	-0,9	-0,6

TABLEAU. III : Origines et Emplois du PIB à prix courant - Milliards de frs - CFA

	1987	1988	1989	1990	1991 d	1992 sd	1993 e	1994 e
PRIMAIRE	299,5	333,0	285,8	308,3	302,7	321,8	305,4	431,6
SECONDAIRE	246,9	273,2	277,3	290,6	301,6	310,2	308,6	391,0
TERTIAIRE	667,6	705,6	734,9	774,3	805,0	838,9	854,6	1133,1
Serv. non-marchands	168,3	171,5	178,3	179,4	181,4	182,3	178,7	199,3
MENAGES	23,2	23,9	24,8	25,5	26,2	26,8	27,4	28,5
ADMINISTRATIONS	145,1	147,6	153,5	153,9	155,2	155,5	151,3	170,8
P I B	1382,3	1483,3	1476,3	1552,6	1590,6	1653,3	1647,4	2155,0

TABLEAU IV : Origines et Emplois du PIB à prix courant - % de variation annuelle.

	1987	1988	1989	1990	1991 d	1992 sd	1993 e	1994 e
PRIMAIRE	3,1	11,2	-14,2	7,9	-1,8	6,3	-5,1	41,3
SECONDAIRE	8,5	10,6	1,5	4,8	3,8	2,9	-0,5	26,7
TERTIAIRE	6,4	5,7	4,2	5,4	4,0	4,2	1,9	32,6
Services non-marchands	7,0	1,9	4,0	0,6	1,1	0,5	-2,0	11,5
MENAGES	6,2	3,0	4,0	2,8	2,7	2,4	2,1	4,0
ADMINISTRATIONS	7,1	1,7	4,0	0,3	0,8	0,2	-2,7	12,9
P I B	6,1	7,3	-0,5	5,2	2,4	3,9	-0,4	30,8

TABLEAU V : Déflateurs du P I B

	1987	1988	1989	1990	1991 d	1992 sd	1993 e	1994 e
PRIMAIRE	100,0	101,5	98,2	97,0	99,1	102,8	103,2	129,8
SECONDAIRE	100,0	102,3	105,7	104,9	106,5	104,5	106,3	137,9
TERTIAIRE	100,0	102,6	104,5	107,4	109,1	110,5	112,0	156,4
Services non-marchands	100,0	100,4	101,2	103,0	105,0	105,6	107,0	107,0
MENAGES	100,0	104,1	106,5	110,8	112,1	113,1	115,2	106,3
ADMINISTRATIONS	100,0	101,8	103,7	105,5	107,5	109,2	110,7	107,2
P I B	100,0	102,2	103,3	104,3	106,2	107,5	108,8	141,2

Tableau VI - Coefficients par corps de métier : La production est donnée en Frs. CFA (services informels)

ACTIVITE PRINCIPALE	CODE	PROD.MOY AUT.REG	EFFECT AUT.REG	PROD.MOY DAKAR	EFFECT DAKAR	ECH DAK	RATIO REG/D	COEF
Niles act.sces	238	853125,0	203	1108800	112	2	1,4	134,1
Bijouterie	301	921570,0	3356	6649087	2039	14	0,2	178,9
Maroquinerie	302	940000,0	76	6095958	87	5	0,1	19,7
Peinture d'art	303	372142,9	185	17448451	63	2	0,1	33,5
Sculpture	305	672834,2	1163	2682890	998	14	0,3	92,1
Taïnture	306	395613,1	1070	7827600	151	3	0,4	68,4
Tissage et Filat.	307	521472,0	3654	2073641	977	9	0,9	210,6
Fabric. de perles	311	546228,6	100	5040000	25	1	0,4	35,8
Fab. jeux & joues	313	315000	40	960000	23	1	0,6	36,1
Broderie	315	647773	4052	2567171	226	7	4,5	178,3
Taxis compteur	4101			3960000	3583	11	0,0	325,7
Taxis clandos	4102	667526,1	1369	1276933	1465	13	0,5	167,7
Calèches	4103	306163,9	1703	453750	512	1	2,2	1661,1
Transp. 18 pl.	4104	7094052,8	827	7308750	3500	15	0,2	286,8
De 11 à 17 pl.	4105	5469707,1	1141	7144500	967	9	0,9	204,5
De 7 à 8 pl.	4106	2869937,7	359	5490000	40	6	4,7	37,9
Transp.mot.mse	420	11501354,2	2029	11501354,2	1372	21	1,5	162,0
Tr.non-mot.mse	430	1128748,8	2745	1128749	1500	11	1,8	385,9
Act.anex.transp.	440	2712391,0	417	2712391	675	7	0,6	156,0
Total Services			24439		18315	152		
Ensemble			121073		61862	771		

ed : semi-définitif ; d : définitif ; e : estimation

SOURCE : DIRECTION DE LA PREVISION ET DE LA STATISTIQUE.
Division des Statistiques Economiques.

VI.2 DOCUMENTS

A/ Bibliographie:

- * Méthodologie des comptes
- * Tableau Entrées-Sorties 1990 (éléments méthodologiques)
- * Comptes Nationaux
- * Le secteur informel dans la comptabilité nationale (Babacar FALL chef de Division des statistiques Economiques)

B/ Publications de la DPS :

- * SITUATION ECONOMIQUE DU SENEGAL (annuelle)
- * BULLETIN ECONOMIQUE STATISTIQUE (bimestrielle)
- * ANALYSE DU COMMERCE EXTERIEUR (annuelle)
- * INDICE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (trimestrielle)
- * INDICE DES PRIX (mensuel)
- * COMPTES ECONOMIQUES (annuels)
- * BANQUE DE DONNEES ECONOMIQUES ET FINANCIERES (annuelle)
- * RAPPORT SUR LES PERSPECTIVES ECONOMIQUES (bi-annuel)
- * NOTE DE CONJONCTURE (trimestrielle)
- * TABLEAU DE BORD DE L'ECONOMIE SENEGALAISE (mensuel)
- * LES RESULTATS DU RECENSEMENT GENERAL DE LA POPULATION ET DE L'HABITAT (RGPH / 88)
- * TABLEAU DE BORD DE LA SITUATION SOCIALE AU SENEGAL (annuel)
- * ENQUETE SUR LES PRIORITES (1991 - 1992)
- * POPULATION DU SENEGAL (1994)
- * ENQUETE SUR LA PLANIFICATION FAMILIALE (E.P.F 1990)
- * ENQUETES DEMOGRAPHIQUES ET SANTE (I et II : 1989 et 1992)